Environnement Canada | Environment Canada
Conservation et Protection | Conservation and Protection

Feuillet d'information sur l'état de l'environnement

Urbanisation des terres rurales au Canada, 1981–86

Bien que le Canada soit le deuxième pays du monde pour la superficie, il compte peu de terres agricoles de choix (classes 1–3).

Un suivi de l'urbanisation des terres

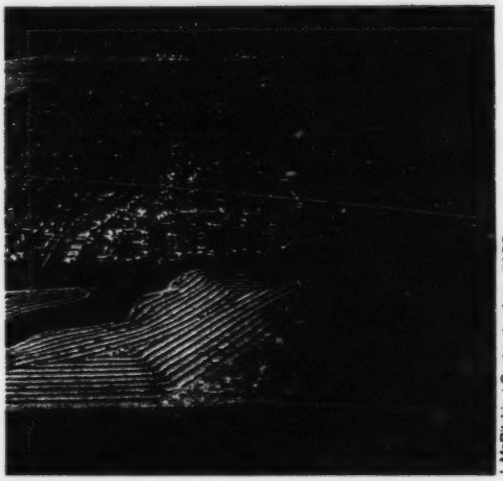
> L'examen de l'utilisation des terres constitue l'une des manières les plus directes qui soient de mesurer les changements de qualité de notre environnement. Prises sur des intervalles différents, ces mesures peuvent indiquer combien l'H[illegible] a modifié cette ressource foncière... (Questionnaire de l'OCDE, 1988).

De 1966 à 1986, l'évolution de l'utilisation des terres situées dans les limites de 70 villes canadiennes de plus de 25 000 habitants a fait l'objet d'un suivi. Cela constitue un outil valable pour suivre l'évolution de la situation environnementale au pays. Au cours de la période susmentionnée, 301 440 hectares (ha) de terres rurales — ce qui correspond à une superficie trois fois plus vaste que la zone bâtie de Toronto — ont été convertis à des utilisations urbaines ou connexes. L'urbanisation a beaucoup grugé des terres à fort potentiel de production en ressources renouvelables, notamment des terres agricoles. Environ 58 % des terres rurales urbanisées au cours de l'intervalle susmentionné avaient un fort potentiel agricole.

L'examen de ces chiffres soulève de graves questions. Compte tenu de l'ampleur, du rythme et de la localisation du phénomène, le bilan de l'urbanisation des terres reflète-t-il à ce jour tout le contraire d'une utilisation écologiquement viable de l'environnement et des ressources naturelles du pays? En d'autres termes, sommes-nous en train d'empiéter sur les possibilités d'exploitation rationnelle de cet héritage par les générations futures? La réponse à cette question implique nécessairement une connaissance approfondie de l'état de l'environnement, soit des modes d'interaction de l'être humain avec son environnement et des tendances et répercussions de cette interaction.

Le présent feuillet d'information renseigne sur la superficie, la distribution et l'importance des terres rurales converties de 1981 à 1986 à des utilisations urbaines dans les 70 régions urbaines (RU) étudiées par Environnement Canada (Carte 1). Les

(suite en page 2)



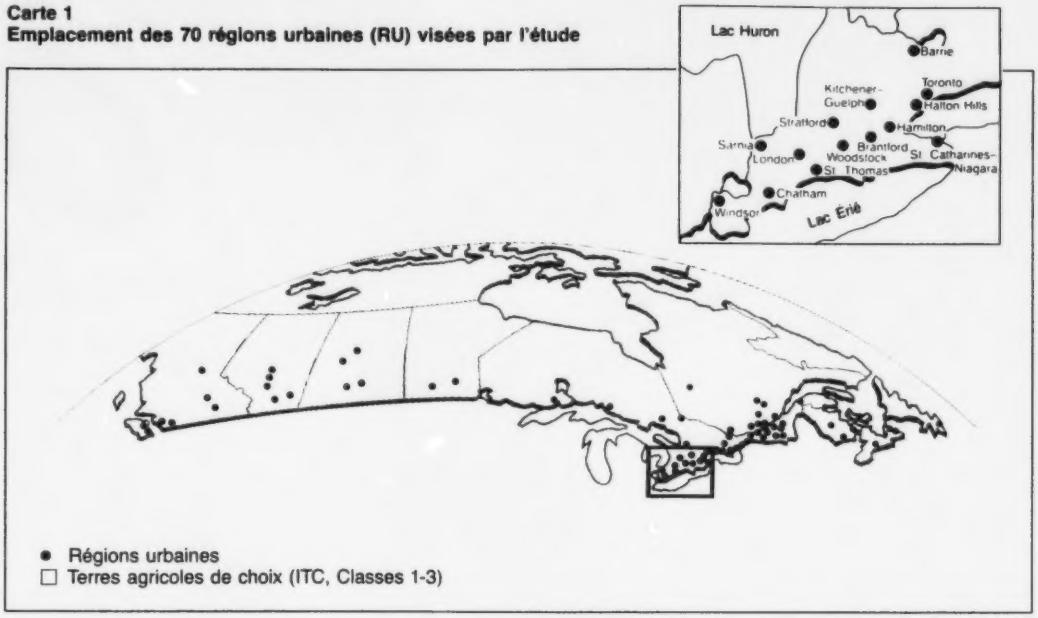
J. McRitchie / Centre de photo d'ASC

Regina, en Saskatchewan, s'est, comme beaucoup d'autres villes canadiennes, développée sur de riches terres agricoles.

Points importants

- Environ 55 200 ha de terres rurales ont été convertis à des utilisations urbaines de 1981 à 1986 dans les limites de 70 villes canadiennes comptant chacune plus de 25 000 habitants.
- Les terres agricoles de choix représentent 59 % de la superficie totale urbanisée.
- Une tendance qui ne s'est pas démentie tout au cours de cette période de 20 ans échelonnée de 1966 à 1986 est l'aptitude qu'ont les plus grandes RU à maintenir le plus bas taux d'urbanisation des terres par variation démographique de 1 000 habitants.
- Environ 30 % des terres urbanisées de 1981 à 1986 étaient exploitées à des fins agricoles. Une autre tranche de 11 % des terres urbanisées, déjà exploitées à des fins agricoles dans le passé, étaient laissées en jachère depuis 1981.
- Il faudrait plus de deux fois plus d'hectares pour remplacer dans les régions situées aux limites agroclimatiques la capacité de production des terres agricoles de choix perdues à l'urbanisation.

Carte 1
Emplacement des 70 régions urbaines (RU) visées par l'étude



lecteurs y trouveront également une analyse des tendances en matière d'urbanisation pour toute la période s'étendant de 1966 à 1986 et ce, en partie, sur la base des résultats déjà publiés pour les périodes de 1966 à 1971, de 1971 à 1976 et de 1976 à 1981 (Warren et Rump, 1981 et Environnement Canada, 1985).

Aperçu national, 1981–1986

Conversion des terres rurales à des utilisations urbaines

Quelque 51 % des terres agricoles, de classe 1, au pays, sont situées en Ontario, principalement dans le sud-ouest.

Au Canada, les premiers colons européens se sont tout naturellement établis dans les régions au potentiel agricole le plus élevé et les premiers villages ont surgi du besoin de fournir les services nécessaires aux fermes environnantes. La situation est maintenant renversée : c'est des villes et villages que la plupart des gens tirent leur revenu et les mêmes terres privilégiées par les premiers colons pour leur potentiel agricole élevé sont peu à peu urbanisées.

L'urbanisation s'applique également à la construction de bâtiments et à la mise en place d'une infrastructure urbaine qui ont pour effet de supprimer le potentiel de production des terres en ressources renouvelables. Ont aussi été incluses dans la définition de terres urbaines celles qui se sont trouvées isolées par l'urbanisation et dont la réalisation du potentiel en ressources renouvelables n'est plus rentable.

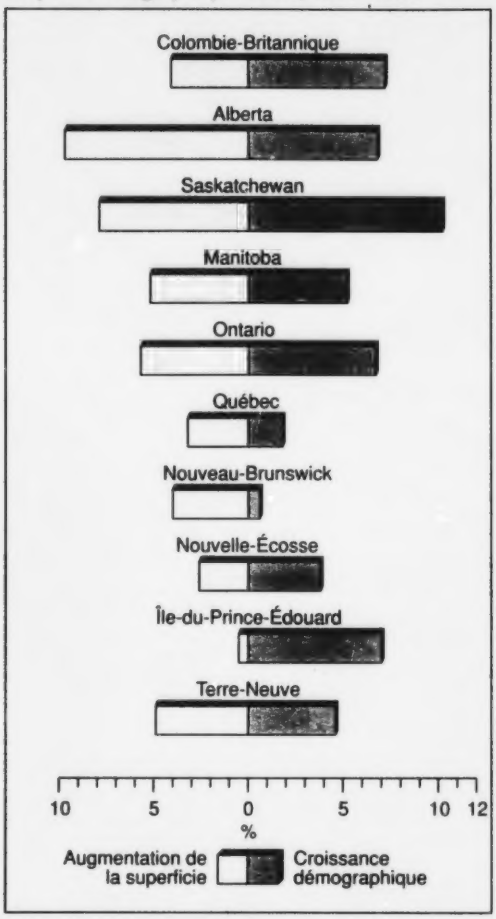
On estime à 55 210 ha la superficie des terres rurales convertie à des utilisations urbaines, de 1981 à 1986. Les 26 RU de l'Ontario comptaient environ 37 % des hectares urbanisés alors que les 5 RU de l'Alberta comptaient pour 25 %. À eux deux, le Québec et la Colombie-Britannique ont urbanisé une autre tranche de 24 % de ces terres.

Les RU de l'Alberta ont augmenté en moyenne de 9,7 %; il s'agit de la plus forte augmentation de toutes. En comparaison, les 26 RU de l'Ontario ont augmenté en moyenne de 5,7 % et les 16 RU du Québec de 3,2 % (Figure 1).

Cependant, ces pourcentages n'indiquent pas l'importance de la progression urbaine réelle dans chacune des diverses provinces, la progression la plus marquée s'étant manifestée en Ontario. De 1981 à 1986, dans cette province, 4 134 ha de terres rurales ont été convertis chaque année à des utilisations urbaines; ce taux est 1,5 fois supérieur à celui de l'Alberta et 3 fois supérieur à celui du Québec.

En 1986, près de 17 millions de citoyens, soit 67 % de la population du Canada, vivaient dans l'une ou l'autre des 70 RU comptant plus de 25 000 habitants (Carte 1). Ces gens étaient répartis sur 1 036 175 ha, ce qui correspond à environ 0,1 % de la superficie totale en terres du Canada (992 millions d'ha). Il est probable que cette invasion urbaine se poursuivra, grugeant de plus en plus de terres aux ressources renouvelables, constituant ainsi une source de conflits et entraînant une perte irrémédiable de terres agricoles et forestières et d'habitats fauniques de choix.

Figure 1
Étalement urbain et croissance démographique, en pourcentage par province, 1981–1986



Variation démographique et urbanisation des terres rurales

De 1981 à 1986, la population des 70 RU est passée à 17 062 118 habitants; il s'agit d'une augmentation de 5,4 % (Statistique Canada, 1986). C'est la Saskatchewan qui a connu la plus forte augmentation de population (10,2 %), suivie de la Colombie-Britannique (7,2 %) et de l'Île-du-Prince-Édouard (7,0 %). Bien que ces trois pourcentages aient été les plus élevés, il est à noter que le gain en population ne correspond qu'à 20,5 % du total national. La population des RU de l'Ontario s'est accrue de 6,7 %, mais cela correspond à 51,5 % de l'accroissement démographique au pays de 1981 à 1986. L'augmentation démographique de 7 % observée pour la seule RU de l'Île-du-Prince-Édouard (Charlottetown) correspond à seulement 0,3 % du total national.

Globalement, la densité démographique des RU s'est accrue de près de 15 personnes/ha à 16,5 personnes/ha. (Par comparaison, la densité démographique globale, établie à l'échelle du pays, est de 0,03 personnes/ha.) La croissance démographique varie toutefois beaucoup d'une RU à l'autre (Figure 2).

La RU de Toronto a eu la plus forte hausse de population en nombres absolus (286 529); elle était suivie en cela par Vancouver (112 546), Ottawa-Hull (71 370) et Montréal (60 982). Quelques RU dont l'économie est fondée en bonne partie sur l'exploitation des ressources naturelles ont connu une diminution de population de 1981 à 1986. Ainsi, en raison peut-être de la récession économique et des taux d'intérêt élevés, 16 RU ont subi une diminution de population de 1981 à 1986 (8 au Québec, 5 en Ontario, 1 au Nouveau-Brunswick, 1 en Nouvelle-Écosse et 1 en Colombie-Britannique).

Comme cela était prévisible, ce sont les RU les plus populeuses (où les terres sont vendues à prix élevé) qui se sont montré le plus efficaces dans l'urbanisation de leurs terres. L'accroissement démographique s'est fait à 78 % dans les 9 RU les plus populeuses (plus de 500 000 habitants); 66 % de la superficie rurale a été absorbée par ces mêmes RU. En comparaison, les 26 plus petites régions urbaines ont eu une augmentation de population qui correspond à 1,6 % seulement du total, mais elles ont pris une part de 6,0 % de la superficie rurale totale convertie à des utilisations urbaines.

Une mesure utile de l'efficacité de la conversion des terres peut être obtenue en calculant le nombre d'hectares absorbés par variation démographique de 1 000 habitants. Un taux élevé signifie que l'urbanisation d'une grande superficie de terres correspond à un accroissement assez peu important de la population; cela indique une faible intensité d'utilisation des terres.

Sur la base de ces calculs, de 1981 à 1986, les 70 RU ont absorbé les terres rurales au taux de 64 ha par 1 000 nouveaux habitants; ce taux est inférieur de près de la moitié à celui de la période quinquennale précédente (119 ha). Durant la même période, le taux de conversion le plus élevé était de 53 ha par 1 000 nouveaux habitants dans les classes de RU les plus grandes et de 242 ha par 1 000 nouveaux habitants dans les classes de RU les plus petites (Tableau 1).

Le Nouveau-Brunswick a eu le plus haut taux d'urbanisation par variation démographique de 1 000 habitants, soit 979 ha. Il est suivi de l'Alberta

Figure 2
Comparaison de l'étalement et de la croissance démographique de certaines RU, en pourcentage du total des 70 RU, 1981–1986

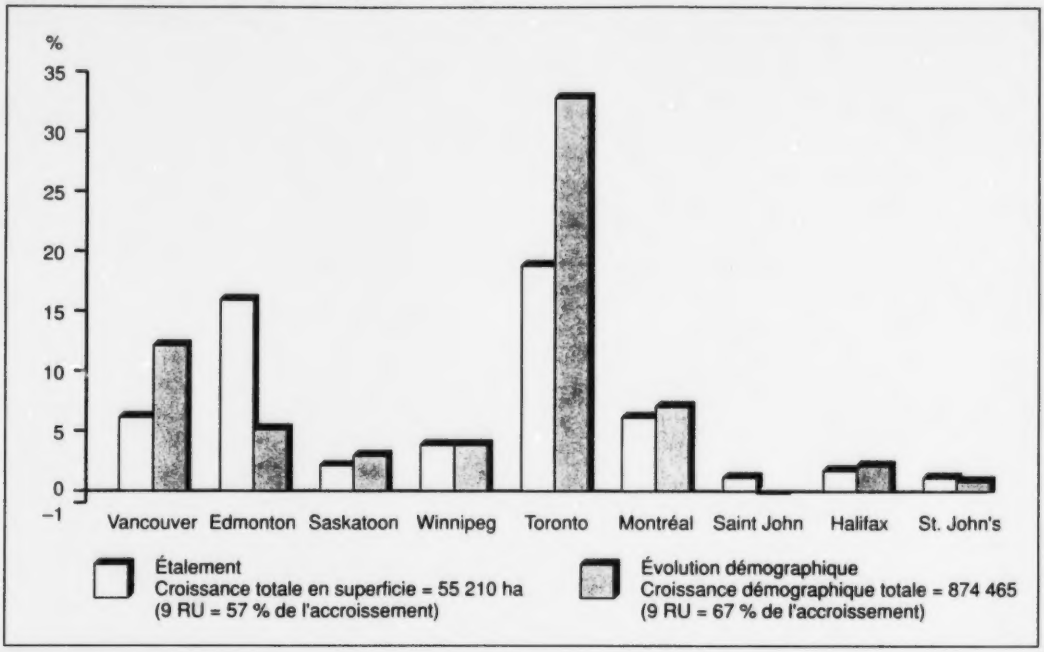


Tableau 1
Croissance et conversion observées de 1981 à 1986 au sein des RU, ventilées par classe de population

Classe de population (Nbre de RU)		Augmentation de la superficie	Densité de population	Croissance démographique	Taux d'urbanisation
		%	Pop./ha	%	Nbre d'ha par var. démogr. de 1 000 hab.
25 000 – 50 000	(26)	3,3	9,0	1,5	242
50 001 – 100 000	(18)	4,0	9,8	2,9	141
100 001 – 250 000	(13)	4,9	12,8	3,6	104
250 001 – 500 000	(4)	3,2	12,4	5,2	50
> 500 000	(9)	6,6	19,5	6,3	53
Moyenne des 70 RU		**5,4**	**16,5**	**5,4**	**64**

Trente pour cent des terres converties à des utilisations urbaines de 1981 à 1986 ont été cultivées.

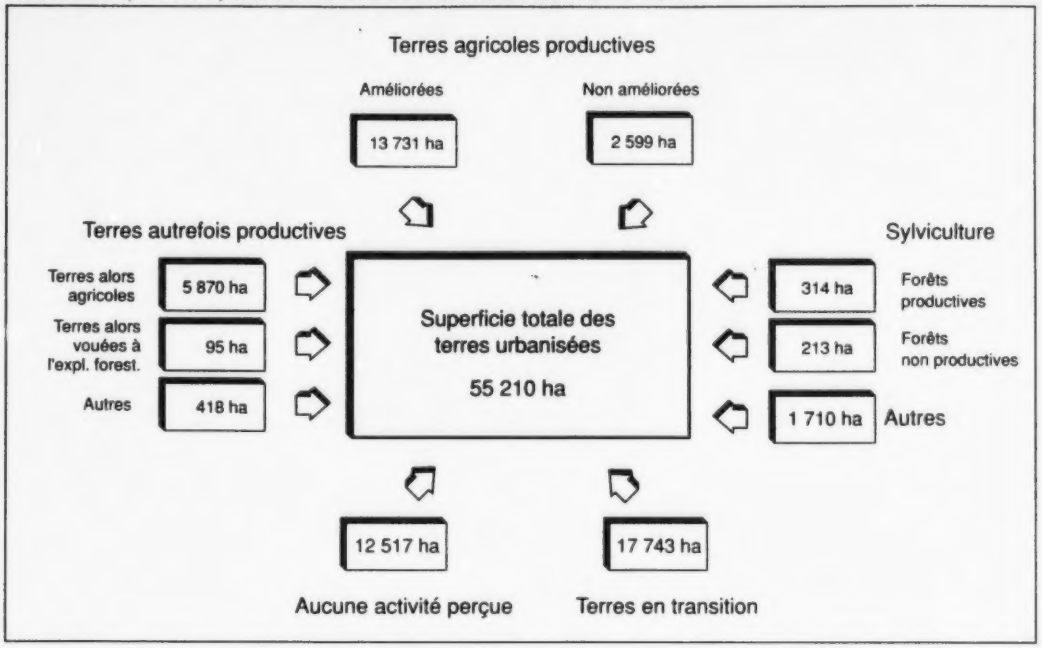
(132 ha), de Terre-Neuve (86 ha), du Québec (82 ha), de la Nouvelle-Écosse (81 ha), du Manitoba (66 ha), de la Colombie-Britannique et de la Saskatchewan (51 ha chacune) et de l'Ontario (46 ha). L'Île-du-Prince-Édouard a eu le taux le plus bas, soit 13 ha.

Utilisations antérieures des terres urbanisées

En 1981, 30 % des terres urbanisées au Canada de 1981 à 1986 étaient des terres agricoles productives (Figure 3). Quarante-quatre pour cent de ces terres étaient cultivées, 43 % étaient constituées d'herbages améliorés (pâturages et fourrages); le reste était constitué d'herbages non améliorés. L'Ontario a absorbé près de la moitié des terres agricoles en production qui ont été perdues. Plus de 3 400 ha de ces terres étaient cultivés. Les RU des Prairies ont absorbé une tranche de 39 % (6 295 ha) du reste des terres agricoles en production qui ont été perdues; plus de la moitié de ces terres étaient cultivées. Les RU de l'Alberta ont absorbé un quart des terres agricoles en production ainsi perdues.

De 1981 à 1986, les terres laissées en jachère correspondaient à 11 % des terres urbanisées. Ces terres ont pu être abandonnées parce qu'il n'était plus rentable de les exploiter ou encore parce qu'elles étaient réservées au développement urbain.

Figure 3
Classement, en 1981, des terres rurales urbanisées de 1981 à 1986



L'urbanisation de ce type de terres a été particulièrement intense au Québec car 41 % des terres urbanisées dans cette province étaient en jachère. En Ontario, par contre, les terres agricoles urbanisées qui étaient laissées en jachère ne correspondaient qu'à 11 % du total des terres urbanisées dans cette province. À Toronto, par exemple, 44 % des terres urbanisées étaient cultivées et seulement 15 % représentaient des terres qui ne l'étaient plus.

Les terres dans un état de transition représentaient 32 % (17 743 ha) des terres urbanisées durant la période 1981–1986. Les terres qui appartenaient à cette classe portaient les signes d'une perturbation due à l'activité humaine en 1981, mais à l'époque, il était impossible de savoir à quoi elles étaient destinées. L'Alberta et l'Ontario ont converti 70 % de ces terres à des utilisations urbaines. Calgary et Edmonton ont eu un pourcentage particulièrement élevé d'urbanisation de ces terres (52 % chacune).

Les terres où l'on ne percevait aucune activité en 1981 représentaient 23 % du total des terres rurales urbanisées. Soixante-six pour cent des terres urbanisées en Nouvelle-Écosse appartenaient à cette catégorie; le taux s'établissait à 42 % en Colombie-Britannique et à 33 % au Nouveau-Brunswick. Il s'agit de terres qui étaient en bonne partie boisées ou de terres non améliorées couvertes d'herbacées et d'arbustes.

Potentiel agricole

> La dégradation des sols est attribuable à beaucoup de facteurs, mais les principaux et les plus immédiats ... sont l'érosion, la désertification, la pollution ainsi que l'urbanisation des terres agricoles. Cette dernière forme constitue un cas extrême de dégradation. (OCDE, 1985).

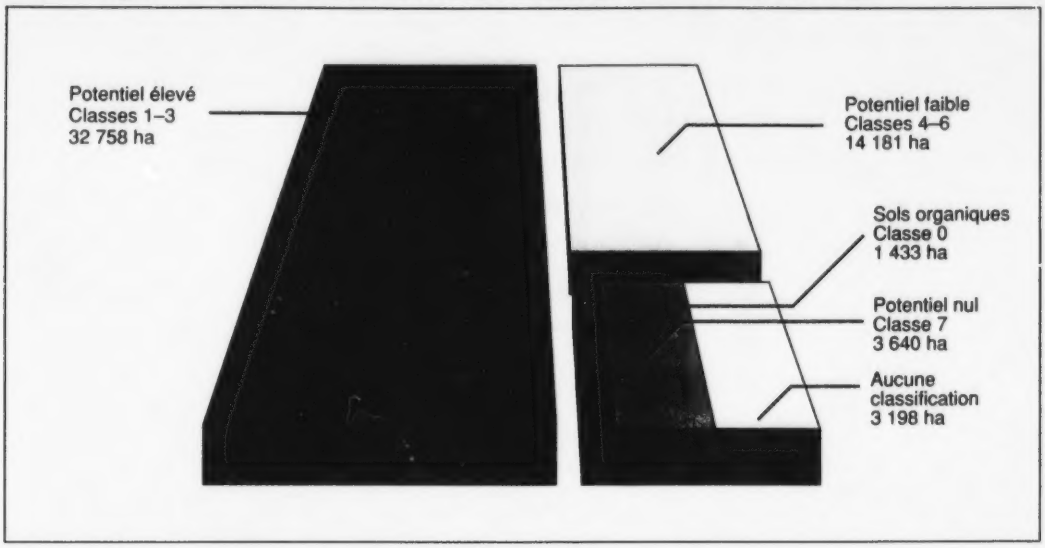
Le Canada est le deuxième pays du monde pour la superficie, mais il compte peu de terres agricoles de choix. L'Inventaire des terres du Canada (ITC) indique que des quelque 250 millions d'hectares évalués pour le potentiel de production en ressources renouvelables, 45,9 millions, soit 18 %, sont affectés aux cultures de plein champ (classes 1 à 3), dont 4,2 millions seulement ont un excellent potentiel agricole (classe 1) (Simpson-Lewis *et al.*, 1979).

La perte de cette ressource renouvelable limitée est une question d'intérêt national. Les terres urbanisées ne pourront plus servir à d'autres fins. Les changements apportés à la topographie et au drainage naturels, la compaction du sol et le coût prohibitif des mesures possibles de rétablissement excluent de façon presque certaine cette possibilité.

Les terres urbanisées ne peuvent plus servir à d'autres fins.

Vu l'emplacement de la plupart des régions urbaines au Canada, l'urbanisation se fait habituel-

Figure 4
Potentiel agricole des terres rurales converties à des utilisations urbaines, 1981–1986



lement par absorption de terres agricoles de choix (Figure 4). En fait, dans toutes les provinces sauf l'Île-du-Prince-Édouard (Figure 5), la proportion de terres de ce type (classes 1–3) qui sont urbanisées est supérieure à la proportion des terres de choix (59 % c. 18 %). Le Manitoba et l'Ontario sont des cas extrêmes de ce phénomène. Par exemple, même si 8 % seulement du total des terres de l'Ontario est jugé être constitué par des terres de choix, 83 % des terres urbanisées sont de ce type.

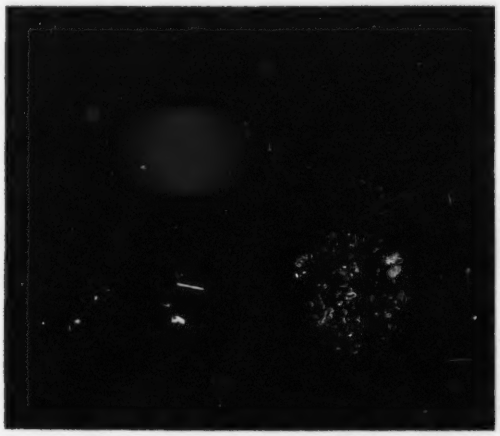
Au Canada, la répartition des terres agricoles de choix n'est pas uniforme. Environ 51 % des sols de classe 1 se trouvent en Ontario, en particulier dans le sud-ouest de la province. Les Prairies comptent 46 % des sols de classe 1, la Colombie-Britannique 2 % et le Québec 0,5 %. Les provinces de l'Atlantique en sont totalement dépourvues.

C'est dans le sud-ouest de l'Ontario que s'exercent les plus fortes pressions en vue de convertir les terres agricoles de choix à des utilisations urbaines. La région délimitée par Toronto, Barrie et Windsor (voir le médaillon de la carte 1) comprend environ 90 % des terres agricoles de classe 1 de l'Ontario. La population des 14 RU de cette région s'est accrue de 7 % de 1981 à 1986, pour atteindre un total de 5,5 millions de personnes. Durant la même période, les 14 RU du sud-ouest de l'Ontario ont urbanisé 14 448 ha de terres rurales. Près de 94 % de ces terres avaient un potentiel agricole jugé supérieur; 65 % étaient de classe 1. La RU de Toronto, à elle seule, a absorbé 10 047 ha de terres agricoles de choix de 1981 à 1986, à comparer à 4 036 ha à Edmonton, 2 665 ha à Montréal et 498 ha à Vancouver.

Valeur de remplacement des terres de choix perdues

Certaines des meilleures terres agricoles du Canada sont soumises à de fortes pressions en vue de les convertir à des utilisations urbaines. L'instabilité croissante des marchés agricoles, tant au niveau national qu'au niveau international, a obligé les agriculteurs à tirer davantage de la terre tout en ayant à résister aux pressions visant à l'urbanisation de ces terres.

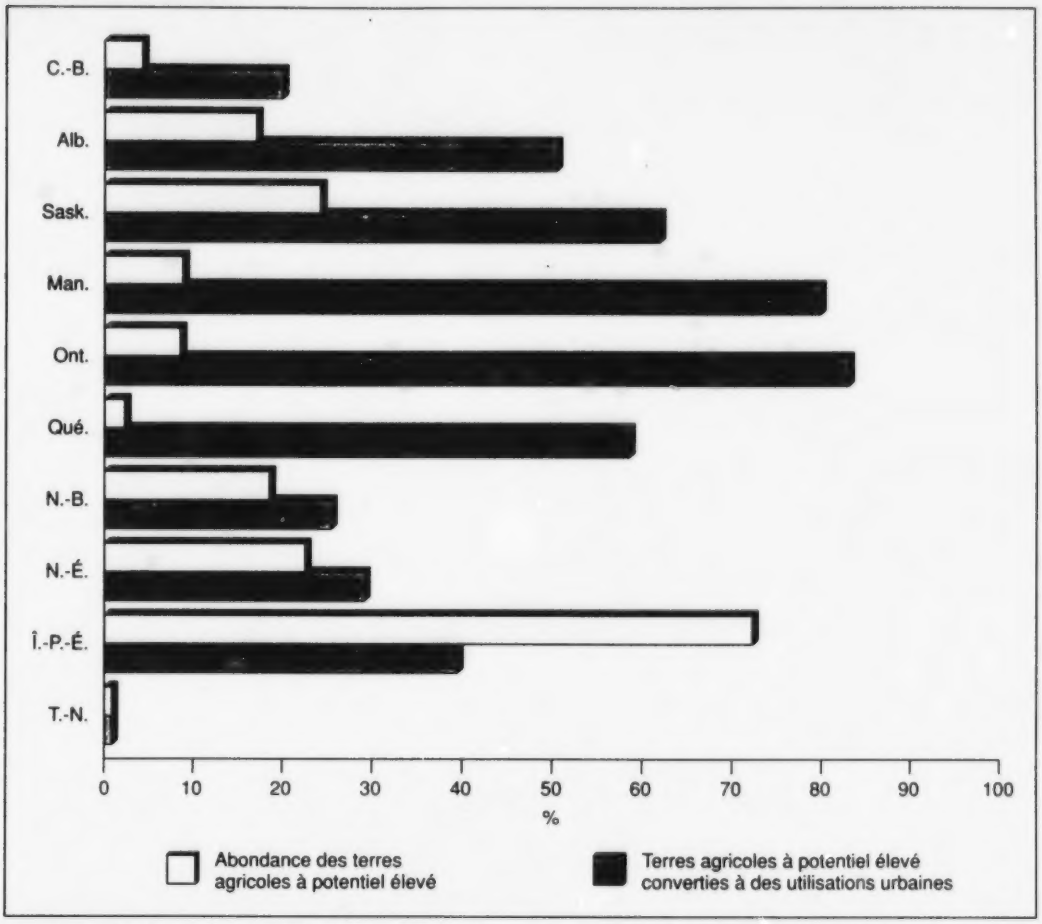
Ils doivent également tenir compte des contraintes imposées par la nécessité de parvenir à une production agricole rentable tout en sachant qu'ils



L. Raynard / Centre de photo d'ASC

Un exemple d'une ferme typique des Prairies, située sur une des meilleures terres agricoles du Canada.

Figure 5
Abondance et urbanisation par les RU des terres agricoles à potentiel élevé, classes 1-3, par province, 1981–1986



tireraient plus de profits en cédant à la tendance à l'urbanisation.

Lorsque des terres agricoles de choix sont converties à des utilisations urbaines, peut-on les remplacer de façon rentable par l'exploitation de nouvelles terres dans des régions éloignées comme celle de la rivière de la Paix dans l'ouest du pays, et de la ceinture d'argile dans le nord de l'Ontario?

Le système de classement des sols de l'ITC pour l'agriculture permet d'évaluer surtout la qualité des sols, mais ne reflète pas correctement les répercussions des conditions climatiques sur la production agricole. Les cultures spéciales, notamment, sont sensibles au climat. Il est toutefois possible pour les chercheurs, en se basant sur le système de l'ITC, et au moyen de l'Indice des ressources agroclimatiques (IRAC), de déterminer les zones qui, du point de vue climatique, présentent les meilleures possibilités agricoles. L'IRAC tient compte de la longueur de la période sans gel ainsi que du manque d'humidité et de chaleur estivale, le cas échéant. Les valeurs de l'IRAC s'échelonnent de 3,0 (potentiel le plus élevé), comme dans certains secteurs du sud-ouest de l'Ontario, à moins de 1,0 qui caractérise les régions situées au nord (Williams, 1983).

Les valeurs moyennes de l'IRAC calculées pour les provinces varient entre 1,2 à Terre-Neuve et 2,4 en Ontario (Tableau 2); cependant, les valeurs peuvent varier considérablement à l'intérieur d'une même province. En Ontario, par exemple, l'indice IRAC pour des RU données passe de 1,5 pour Thunder Bay à 3,0 pour Windsor.

Des 32 758 ha de terres agricoles au potentiel élevé qui ont été converties à des utilisations urbaines au Canada de 1981 à 1986, 63 % se situaient dans des régions où l'indice IRAC était de 2 ou plus. Le remplacement de ces terres de choix nécessiterait

Le remplacement des terres agricoles de choix absorbées par les RU au moyen de l'aménagement de nouvelles terres de moindre qualité dans les régions éloignées implique des coûts nettement supérieurs.

Tableau 2
Terres de remplacement requises pour compenser la perte des terres agricoles à fort potentiel, de valeur IRAC 1

Province (Nbre de RU)		Terres des classes 1–3 urbanisées (en ha)	% des terres agr. de choix urbanisées	Valeur provinciale de l'IRAC	Terres de remplacement requises (ha)
Colombie-Britannique	(7)	1 244	18,4	1,4	2 514
Alberta	(5)	6 761	49,6	1,6	10 769
Saskatchewan	(4)	1 368	61,9	1,4	1 922
Manitoba	(2)	1 925	79,2	1,9	3 633
Ontario	(26)	17 081	82,6	2,4	42 572
Québec	(19)	3 671	58,6	2,0	8 930
Nouveau-Brunswick	(3)	373	26,3	1,7	638
Nouvelle-Écosse	(2)	321	27,6	1,7	545
Île-du-Prince-Édouard	(1)	13	38,2	1,8	23
Terre-Neuve	(1)	1	0,2	1,2	1
70 RU		**32 758**	**59,3**		**71 547**

la mise en exploitation de deux fois plus de terres de ce type, soit 71 547 ha avec un indice IRAC de 1.

C'est le sud-ouest de l'Ontario (14 RU) qui a l'indice IRAC le plus élevé au pays, avec une moyenne de 2,7. Le remplacement de terres agricoles des classes 1–3 converties à des utilisations urbaines dans cette région de 1981 à 1986 nécessiterait environ 34 839 ha de nouvelles terres de classe 1–3 dans des régions dont l'indice IRAC est égal à 1. Ce serait environ deux fois et demie la superficie des terres de choix urbanisées dans le sud-ouest de l'Ontario ou encore 64 % de toutes les terres urbanisées par les 70 RU disséminées à travers le pays.

Le remplacement des terres agricoles de choix absorbées par les RU au moyen de l'aménagement de nouvelles terres de moindre qualité dans les régions éloignées implique des coûts nettement supérieurs en raison des contraintes liées à la production de types culturaux restreints et de dépenses accrues par unité de produit au chapitre des transports, de l'énergie et de l'aménagement. Pour l'heure, rien n'indique que le secteur agricole du Canada tirerait profit d'un tel déplacement de sa base agricole. D'ailleurs, certains types de culture dans des terres de choix qui sont établies, ont cessé d'être rentables même si les contraintes mentionnées plus haut ne s'exercent pas.

L'exploitation de nouvelles terres agricoles a des incidences quant à d'autres utilisations, par exemple, l'exploitation forestière et la protection de la faune.

En outre, l'exploitation de nouvelles terres agricoles a des incidences quant à d'autres utilisations, par exemple, l'exploitation forestière et la protection de la faune. Par exemple, cette utilisation à d'autres fins dans le sud-ouest de l'Ontario depuis 1800 s'est traduite par le drainage de 90 % des milieux humides et la disparition d'un habitat pour la faune qui était précieux (Snell, 1987). De plus les premiers agriculteurs se sont adonné à la coupe de nombreuses forêts, ce qui a diminué d'autant les possibilités d'implantation d'une industrie du bois importante pour cette région. La même chose risque de se produire dans les zones agricoles nouvellement exploitées.

L'urbanisation au Canada, 1966–1986

Les données sur les régions urbaines mises à la disposition d'Environnement Canada s'échelonnent désormais sur cinq intervalles quinquennaux : 1966–1971, 1971–1976, 1976–1981 et 1981–1986. L'étude de ces données révèle que l'ampleur de l'urbanisation varie en fonction des conditions économiques. Les différentes superficies de terres rurales qui ont été converties à des utilisations u-

F. Cantroll / Centre de photo d'ASC

Le phénomène de l'étalement urbain se rencontre souvent le long des grandes voies de circulation.

Tableau 3
Total des terres rurales (TTR) et terres agricoles de choix (TAC) urbanisées pour les quatre intervalles considérés, 1966–1986

Province (Nbre de RU)	1966–1971			1971–1976			1976–1981			1981–1986			1966–1986		
	TTR	TAC		TTR	TAC		TTR	TAC		TTR	TAC		TTR	TAC	
	ha	ha	% du TTR	ha	ha	% du TTR	ha	ha	% du TTR	ha	ha	% du TTR	ha	ha	% du TTR
C.-B. (7)	7 515	1 154	15	7 665	1 690	22	23 372	5 272	23	6 778	1 244	18	45 330	9 360	21
Alb. (5)	14 698	8 911	61	12 279	8 936	73	11 077	6 821	62	13 637	6 761	50	51 691	31 429	61
Sask. (4)	1 487	951	64	2 410	2 090	87	4 507	2 509	56	2 209	1 368	62	10 613	6 918	65
Man. (2)	5 199	4 733	91	1 441	1 356	94	3 975	3 433	86	2 431	1 925	79	13 046	11 447	88
Ont. (26)	36 952	29 125	79	21 260	16 558	78	27 070	20 276	75	20 670	17 081	83	105 952	83 040	78
Qué. (19)	15 632	8 409	54	11 082	5 486	50	17 609	7 346	42	6 264	3 671	59	50 587	24 912	49
N.-B. (3)	1 803	292	16	2 798	868	31	4 830	892	18	1 417	373	26	10 848	2 425	22
N.-É. (2)	1 810	663	37	1 143	582	51	3 928	1 481	38	1 162	321	28	8 043	3 047	38
Î.-P.-É. (1)	309	307	99	414	414	100	1 523	1 463	96	34	13	38	2 280	2 197	96
T.-N. (1)	685	—	0	672	4	>1	1 085	10	>1	608	1	>1	3 050	15	>1
70 RU	**86 090**	**54 545**	**63**	**61 164**	**37 984**	**62**	**98 976**	**49 503**	**50**	**55 210**	**32 758**	**59**	**301 440**	**174 790**	**58**

baines dans les 70 RU du Canada durant chacun des intervalles considérés sont illustrées au tableau 3. Le tableau indique un déclin de 29 % de 1966–1971 à 1971–1976, à comparer avec une nouvelle poussée d'urbanisation, de 38 %, de 1971–1976 à 1976–1981 et un déclin subséquent de 44 %, de 1976–1981 à 1981–1986.

Les variations cycliques du changement d'utilisation des terres paraissent modelées sur les conditions économiques au pays, c'est-à-dire que des terres rurales sont massivement urbanisées en période de prospérité, mais que ce mouvement est ralenti durant les périodes de croissance économique ralentie (Figure 6). La surveillance de l'utilisation des terres dans les 70 RU du Canada entre 1986 et 1991 révélera probablement un accroissement de la conversion des terres rurales à des utilisations urbaines. Le rétablissement de l'économie canadienne après la récession du début des années 80 a déjà déclenché une croissance urbaine rapide dans bon nombre de centres urbains importants, notamment la région de Toronto.

Sur l'intervalle considéré de 20 ans, de 1966 à 1986, c'est l'Ontario qui a régulièrement urbanisé le plus de terres rurales; de fait, elle a absorbé 35 % de toutes les terres rurales converties à des utilisations urbaines. Le Québec a eu une part de 18 %, l'Alberta de 17 % et la Colombie-Britannique de 15 % (Tableau 3).

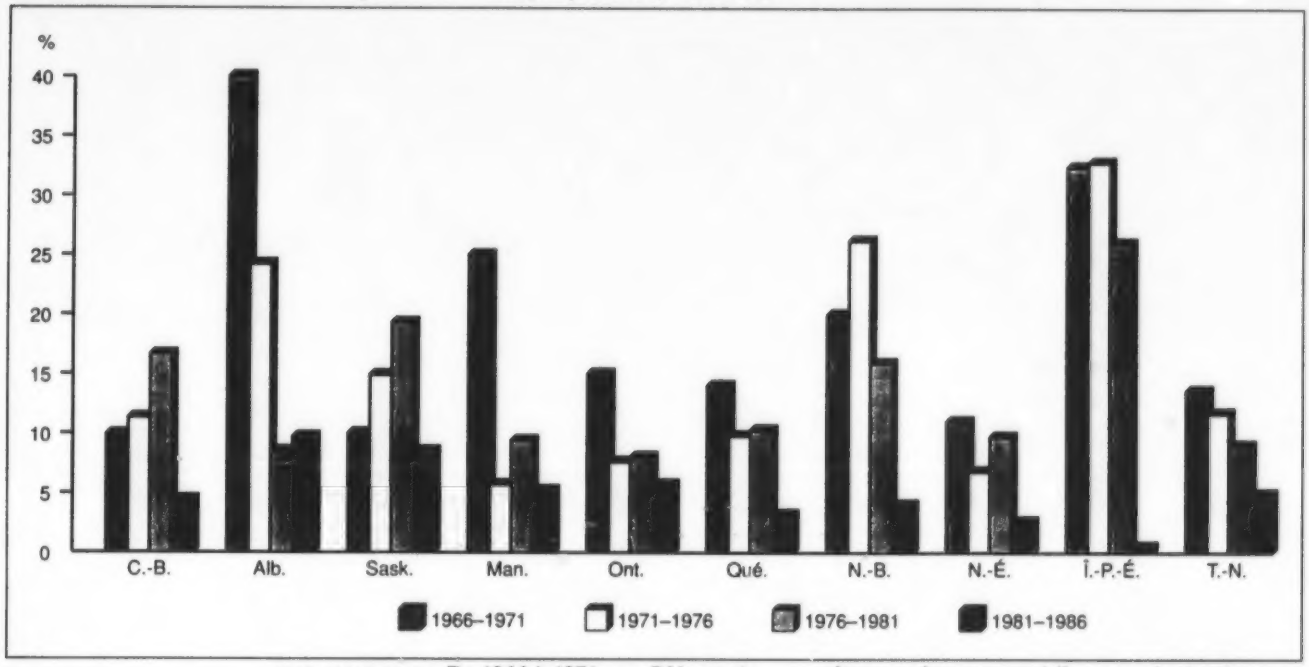
Exception faite de la période 1976–1981, la part prise par l'Alberta est en croissance constante. La part d'urbanisation du Québec est passée d'environ 18 % durant la période 1966–1971 à 11 % au cours de l'intervalle le plus récent. La part de l'Ontario a légèrement décliné, de 43 % du total national durant la période 1966–1971 à 37 % entre 1981 et 1986. Chacune des autres provinces a conservé sensiblement la même position en ce qui concerne, la superficie de terres rurales converties à des utilisations urbaines durant chacun des intervalles consécutifs considérés. Au total, 174 790 ha de terres agricoles à potentiel élevé ont été convertis à des utilisations urbaines et les RU de l'Ontario ont contribué pour près de 50 % à ce phénomène.

Au cours de chacun des quatre intervalles quinquennaux, les terres agricoles de choix ont compté pour plus de la moitié des terres rurales converties à des utilisations urbaines. De 1966 à 1981, la proportion des terres de choix urbanisées a décliné pour passer de 63 % à à peine plus de 50 %. Cependant, cette tendance a été inversée au cours de la période 1981–1986, alors que le pourcentage des terres agricoles de choix qui étaient urbanisées est passé à 59 %. En Ontario, la part des terres de choix dans l'ensemble des terres urbanisées s'est maintenue au-dessus de 75 %. En Alberta et au Québec, cette proportion était également élevée, variant entre 50 % et 73 % dans les RU de l'Alberta et entre 42 % et 59 % dans celles du Québec.

Tout au cours de l'intervalle considéré de vingt ans, la tendance suivante s'est maintenue : les RU les plus importantes ont eu la proportion la plus faible de conversion de terres rurales à des utilisations urbaines pour chaque variation démographique de 1 000 habitants contrairement aux régions urbaines les plus petites qui ont été les moins efficaces sur ce plan (Tableau 4). En moyenne, le taux d'urbanisation des terres rurales dans les petites RU a été quatre fois supérieur à celui des grandes RU (196 ha en regard de 50 ha pour chaque variation démographique de 1 000 habitants). De fait, les plus petites RU absorbent les terres rurales à un rythme

Des terres rurales sont massivement urbanisées en période de prospérité, mais le mouvement est ralenti durant les périodes de croissance économique ralentie.

Figure 6
Tendances de la croissance en superficie des RU, par province, 1966–1986



sans cesse accru. De 1966 à 1971, ces RU ont absorbé 13 % du total des terres rurales urbanisées, à un taux de 145 ha pour chaque variation démographique de 1 000 habitants comparativement à seulement 6,0 % du total de ces terres, à un taux de 242 ha pour chaque variation démographique de 1 000 habitants. Cette absorption accrue de terres rurales est évidente dans la prolifération des galeries commerciales, des réseaux de transport et des secteurs résidentiels à faible densité autour des centres d'importance moindre. Ces taux d'urbanisation supérieurs montrent la nécessité de parvenir à une meilleure planification en vue d'améliorer l'efficacité du processus d'utilisation des terres dans ces centres.

La plupart des agriculteurs voudraient bien garder en production les terres agricoles de choix, mais la plupart veulent également se réserver la possibilité de vendre leurs terres au meilleur prix possible.

Perspectives d'avenir

Beaucoup de pressions s'exercent en vue de l'urbanisation croissante des terres rurales, et notamment des terres agricoles. Il n'est pas facile de concilier la protection de terres rurales réservées à une production de ressources renouvelables et l'urbanisation dans ces terres. À court terme, en effet, l'urbanisation des terres agricoles et la construction de routes sur celles-ci constitue une perspective économique attrayante pour un grand nombre de personnes. Bien souvent, les administrations municipales perçoivent le développement urbain comme une façon d'élargir leur assiette fiscale. Les entrepreneurs préfèrent des terres agricoles bien drainées et plates et c'est pourquoi ils sont prêts à acheter ces terres à un prix supérieur à leur valeur commerciale agricole. La plupart des agriculteurs voudraient bien garder en production les terres qui ont un fort potentiel, mais ils veulent se réserver la possibilité de vendre leurs terres avant de prendre leur retraite ou dans les périodes économiques difficiles, cela au meilleur prix possible. Dans les régions périurbaines, le meilleur prix est habituellement obtenu quand la terre est vendue pour des utilisations urbaines.

Le fait de ne pas se soucier de la perte de terres de qualité a des conséquences qui ne sont peut-être pas immédiates, mais qui affecteront nos descendants. La croissance de la population oblige à construire des domiciles et aménager des aires commerciales et industrielles et il est difficile de justifier le maintien en production de terres agricoles de choix dans une période de surplus agricoles et de faillites. Cependant, si nos meilleures terres agricoles continuent ainsi de disparaître, notre imprévoyance obligera peut-être les prochaines générations à importer à l'année beaucoup des cultures spéciales que nous avons maintenant. Le nombre d'emplois et la contribution du secteur agricole à la balance des paiements risquent également d'être considérablement réduits.

Durant vingt ans, le Canada a urbanisé 301 440 ha de terres rurales au point que celles-ci ont perdu tout potentiel en ressources renouvelables. Ce phénomène était en partie inévitable. Les

Tableau 4
Étalement urbain, croissance démographique et taux d'urbanisation des terres rurales, des RU, par classe de population, 1966–1986

Classe de population	Augm. de la superficie	Croissance démographique	Taux d'urbanisation
	%	%	Nbre d'ha par var. démogr. de 1 000 hab.
25 000 – 50 000	16,4	6,2	196
50 001 – 100 000	12,5	5,3	175
100 001 – 250 000	13,4	9,9	101
250 001 – 500 000	14,8	14,2	78
> 500 000	42,9	64,4	50
70 RU	**41,0**	**33,0**	**74**

régions urbaines du Canada continueront de se développer parallèlement à la croissance démographique et au développement économique. Cependant, en beaucoup d'endroits, le développement urbain peut être orienté vers des régions qui ont un potentiel moins intéressant sur le plan des ressources renouvelables. Il importe, en effet, en vertu du principe de développement durable, de dégager à cet égard une marge de manoeuvre pour les générations futures.

Méthodologie

Les statistiques sur l'urbanisation des terres rurales proviennent du volet "régions urbaines" du Programme de surveillance de l'utilisation des terres au Canada.

Les RU correspondent aux zones urbaines-rurales qui comptaient plus de 25 000 habitants selon le Recensement du Canada de 1966. Les frontières urbaines ont essentiellement été établies d'après les limites des régions métropolitaines et des agglomérations de recensement desquelles on a retranché les zones impropres à l'urbanisation en raison de leurs caractéristiques topographiques.

Les données de référence pour le calcul des changements à des utilisations urbaines pour la période 1981–1986 étaient réunies sur les cartes d'activités/de couverture des terres à l'échelle de 1:50 000, qui proviennent de l'interprétation de photographies aériennes et de vérifications ponctuelles sur le terrain. Les données de 1986 sur l'urbanisation proviennent principalement de l'interprétation de diapositives obtenues en 1986 avec l'appareil de cartographie thématique du satellite Landsat, bandes 1, 2, et 3, ainsi que d'autres sources.

Les changements tirés de l'interprétation des diapositives de cartographie thématique ont été transférés sur des acétates superposés à la carte de fond au moyen de l'appareil de transfert optique Pro Com 2. La superficie des terres converties à des utilisations urbaines a été mesurée grâce à un planimètre électronique. Les cartes indiquant les changements d'utilisation de 1981 à 1986 ont été superposées aux cartes des possibilités agricoles des sols et aux cartes 1981 d'activités et de couverture des terres, préparées par l'ITC; les changements de superficie qui correspondent à ces thèmes ont été évalués grâce à une méthode semblable à la précédente.

Bien que la majorité des images obtenues avec l'appareil de cartographie thématique soient de 1986, il a été nécessaire d'avoir recours aux images de 1985, soit à cause de la présence de nuages au moment de la photographie ou à cause de différences saisonnières qui compliquaient l'identification des terres urbanisées. Les résultats de 1985 ont été ajustés en fonction de l'année 1986 pour permettre la comparaison et la refonte des données sur l'utilisation des terres et aussi pour permettre une corrélation entre les statistiques démographiques et celles qui ont trait à la superficie (Warren et Rump, 1981).

La méthodologie a été mise au point dans la perspective de constituer des statistiques nationales sur la conversion de terres rurales à des utilisations urbaines. L'imagerie obtenue par l'appareil de cartographie thématique constituait une source rapide et économique de constitution d'une banque statistique sur les tendances nationales. Compte tenu de la faible résolution des images, il ne fut cependant pas possible d'identifier dans tous les cas les utilisations urbaines et connexes à faible densité dans de petites parcelles ou dans les secteurs densément couverts de végétation. De la même façon, la "marque d'action" des utilisations non urbaines, par exemple, les carrières ou les surfaces dénudées, avait l'apparence de celles qui correspondent ordinairement à des utilisations de type urbain ou connexe. D'autres sources d'information ont été utilisées afin de minimiser ce problème. Les statistiques obtenues donnent une idée des tendances régionales et nationales et elles ne représentent pas des valeurs absolues, particulièrement à l'échelle des RU.

Le fait de ne pas se soucier de la perte de terres de qualité a des conséquences qui ne sont peut-être pas immédiates, mais qui affecteront nos descendants.

Références

Environnement Canada. 1976. Possibilités des terres pour l'agriculture. Rapport préliminaire. Rapport nº 10 de l'Inventaire des terres du Canada. Ottawa. Direction générale des terres, Environnement Canada.

Environnement Canada. 1985. Urbanisation des terres rurales au Canada. Feuillet d'information 85-4 de la Direction générale des terres. Ottawa. Direction générale des terres, Environnement Canada.

Neimanis, V.P. 1979. Les villes canadiennes et les terres environnantes. Rapport nº 15 de l'Inventaire des terres du Canada. Ottawa. Direction générale des terres, Environnement Canada.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). 1985. L'État de l'environnement. Paris, France. Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). 1988. Questionnaire sur l'état de l'environnement. Paris, France.

Simpson-Lewis, W. *et al*. 1979. Les terres de choix du Canada : une étude sélective de l'utilisation des terres dans une perspective nationale. Dossier cartographique nº 4. Ottawa. Direction générale des terres, Environnement Canada.

Snell, E.A. 1987. Répartition et conversion des milieux humides dans le sud de l'Ontario. Document de travail nº 48. Ottawa. Direction générale des terres, Environnement Canada.

Statistique Canada. 1986. Régions métropolitaines de recensement et agglomérations de recensement. Catalogue 92-104, chiffres de population et de logements — Canada. Ottawa.

Warren, C.L. et Rump, P.C. 1981. Urbanisation des terres rurales au Canada : 1966–1971 et 1971–1976. Série de l'utilisation des terres au Canada; nº 20. Ottawa. Direction générale des terres, Environnement Canada.

Williams, G.D.V. 1983. "Agroclimatic Resource Analyses: An Example Using an Index Derived and Applied in Canada." Agricultural Meteorology 28, 31–47.

Pour de plus amples renseignements

Pour obtenir des tableaux supplémentaires sur l'urbanisation des terres rurales avec des données sur chacune des RU ainsi qu'une évaluation de la fiabilité, s'adresser à la :

Direction du développement durable
Environnement Canada
Ottawa, Canada
K1A 0H3

Pour obtenir des renseignements sur l'établissement des rapports sur l'état de l'environnement, s'adresser à la :

Direction de l'état de l'environnement
Environnement Canada
Ottawa, Canada
K1A 0H3

Auteurs : C.L. Warren, A. Kerr et A.M. Turner

Publié avec l'autorisation du ministre de l'Environnement

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada, 1989

Nº de catalogue : EN 40-210/89-1F
ISBN: 0-662-95241-3

Also available in English under the title *Urbanization of Rural Land in Canada, 1981–86*

Canada